

3. la retenue sur les parties fixe et variable du pécule de vacances reste fixée à 13,07 %. Cette retenue doit être exécutée conformément aux dispositions de la loi du 17 septembre 2005 instaurant une cotisation d'égalisation pour les pensions.

Le Ministre de la Fonction publique,
Ch. DUPONT

3. de inhouding op het vast en het variabel gedeelte van het vakantiegeld blijft op 13,07% vastgesteld. Deze inhouding dient uitgevoerd te worden volgens de bepalingen vastgelegd bij de wet van 17 september 2005 houdende invoering van een egalisatiebijdrage voor pensioenen.

De Minister van Ambtenarenzaken,
Ch. DUPONT

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2007/00294]

12 AVRIL 2007. — Circulaire GPI 56 concernant le traitement des accidents du travail et le règlement de la responsabilité civile, de l'assistance en justice et des dommages aux biens dans le cadre des détachements structurels et de situations similaires des membres du personnel des services de police

A Messieurs les Gouverneurs de Province,

A Madame le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

A Mesdames et Messieurs les Présidents des Collèges de Police,

A Mesdames et Messieurs les Chefs de corps de la police locale,

A M. le Commissaire général de la police fédérale,

Pour information :

Au Directeur général de la Direction générale Politique de Sécurité et de Prévention,

Au Président de la Commission permanente de la police locale,

Madame, Monsieur le Gouverneur,

Madame, Monsieur le Bourgmestre,

Madame, Monsieur le Président,

Madame, Monsieur le Chef de corps,

Monsieur le Commissaire général,

La réforme des services de police se concrétise via de nouvelles structures et d'autres méthodes de travail. L'idée centrale à cet égard est celle du fonctionnement intégré des deux composantes du modèle policier belge, c'est-à-dire la police locale et la police fédérale.

L'arrêté royal du 26 mars 2005 portant réglementation des détachements structurels des membres du personnel des services de police et de situations similaires et introduisant des mesures diverses doit certainement être situé dans ce contexte. Cet arrêté règle entre autres le financement ainsi que la situation statutaire des membres du personnel concernés.

Maintenant que l'arrêté précité est adopté et que le corps d'intervention fonctionne déjà depuis quelques temps, des explications plus précises peuvent être données en ce qui concerne certains autres aspects de ces modalités de fonctionnement hétérogènes, comme le traitement des accidents du travail et le règlement de la responsabilité civile, de l'assistance en justice et des dommages aux biens. Cela constitue donc l'objectif de la présente circulaire. Dans le tableau récapitulatif en annexe, est mentionné, par situation juridique, qui est chargé de la couverture des accidents du travail, de la couverture de la responsabilité civile, de l'assistance en justice et des dommages aux biens.

Le principe en la matière revient à charger l'autorité qui finance et qui exerce l'autorité fonctionnelle sur le membre du personnel « détaché » du règlement des accidents du travail et de la responsabilité civile. Ainsi, les concepts juridiques de base sont respectés en la matière.

Prenons, pour faciliter la lecture du tableau, l'exemple des détachés structurels de la police locale à la police fédérale et ce sur base de l'article 96 LPI.

La troisième ligne du tableau indique :

1° le financement est à charge de l'autorité fédérale;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2007/00294]

12 APRIL 2007. — Omzendbrief GPI 56 betreffende de afhandeling van de arbeidsongevallen en de regeling van de burgerlijke aansprakelijkheid, de rechtshulp en de zaakschade in het raam van structurele detacheringen en soortgelijke toestanden van personeelsleden van de politiediensten

Aan de Heren Provinciegouverneurs,

Aan Mevrouw de Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofstad,

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

Aan de Dames en Heren Voorzitters van de Politiecolleges,

Aan de Dames en Heren Korpschefs van de lokale politie,

Aan de Heer Commissaris-generaal van de federale politie,

Ter informatie :

Aan de Directeur-generaal van de Algemene Directie Veiligheids- en Preventiebeleid,

Aan de Voorzitter van de Vaste Commissie van de Lokale Politie,

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,

Mevrouw, Mijnheer de Burgemeester,

Mevrouw, Mijnheer de Voorzitter,

Mevrouw, Mijnheer de Korpschef,

Mijnheer de Commissaris-generaal,

De hervorming van de politiediensten concretiseert zich via nieuwe structuren en andere werkwijzen. Centraal daarbij staat de idee van de geïntegreerde werking van de twee componenten van het Belgische politiemodel, namelijk de lokale en de federale politie.

Het koninklijk besluit van 26 maart 2005 tot regeling van de structurele detacheringen van personeelsleden van de politiediensten en van soortgelijke toestanden en tot invoering van verschillende maatregelen, moet zeker in die context worden geplaatst. Dat besluit regelt onder andere de financiering alsmede de statutaire toestand van de betrokken personeelsleden.

Nu voormeld besluit is getroffen en het interventiekorps reeds een tijdje functioneert, kunnen nadere toelichtingen worden gegeven met betrekking tot een aantal andere aspecten van die heterogene werkwijzen, zoals de afhandeling van arbeidsongevallen en de regeling van de burgerlijke aansprakelijkheid, rechtshulp en zaakschade. Dit is dan ook de bedoeling van deze omzendbrief. In bijgaande overzichtelijke tabel wordt immers per rechtsfiguur aangegeven wie instaat voor de arbeidsongevallendeckking, burgerlijke aansprakelijkheidsdekking, rechtshulp en zaakschade.

Een quasi constante daarbij is dat wie financiert én het functioneel gezag uitoefent over het « gedetacheerde » personeelslid, instaat voor die arbeidsongevallen- en aansprakelijkheidsregeling. Zodoende worden de juridische basisconcepten ter zake gerespecteerd.

Laten we, om de lezing van de tabel te vergemakkelijken, het voorbeeld nemen van de structureel gedetacheerden van de lokale politie in de federale politie en dit op grond van artikel 96 WGP.

De derde lijn van de tabel geeft aan dat :

1° de financiering ervan ten laste valt van de federale overheid;

2° l'autorité fédérale est aussi chargée de la couverture des accidents du travail. Concrètement, ceci signifie que les déclarations d'accidents du travail doivent être introduites à DGS/DSP/Accidents du Travail et que l'autorité fédérale prend en charge l'indemnisation de l'accident du travail en application de la circulaire GPI 36 du 26 mars 2003 relative à l'indemnisation de l'incapacité temporaire de travail, de l'incapacité permanente de travail et de la réaffectation en matière d'accidents du travail ainsi qu'à la rente due aux ayants droit en cas d'accident mortel;

3° finalement, la responsabilité civile, l'assistance en justice et la prise en charge des dommages aux biens reposent également sur cette autorité fédérale. Concrètement, ceci implique que ces dossiers sont traités par la direction du service juridique, du contentieux et des statuts de la police fédérale et le service Contentieux police fédérale de la direction Politique de sécurité et de prévention du SPF Intérieur et que l'autorité fédérale prend en charge l'indemnisation.

La même méthodologie vaut pour les détachés en application de la circulaire GPI 39 du 4 juin 2004 relative à l'appui en membres du personnel de la police fédérale à un corps de police locale (2^e ligne du tableau), étant entendu que, dans ces cas, les charges (financement, accidents du travail, responsabilité civile, assistance en justice et dommages aux biens) reposent sur la police locale.

Quelques situations juridiques s'écartent quelque peu de ce principe général basé sur le financement et l'exercice de l'autorité.

Les membres du personnel qui font partie du corps d'intervention et qui sont mis à la disposition d'une zone de police locale se trouvent sous l'autorité opérationnelle de cette zone locale. La police fédérale prend en charge le financement, à l'exception des inconvénients - calculés sur base d'un forfait mensuel - de ces membres du personnel. Les accidents du travail éventuels sont, cependant, couverts et traités par la zone de police locale, de même pour la responsabilité civile, les dommages aux biens et l'assistance en justice.

Les membres du personnel du corps d'intervention désignés auprès des Dirco's qui sont mis à la disposition de la police locale ou des unités et services de la police fédérale et qui se trouvent sous l'autorité opérationnelle de l'autorité du corps ou du service au profit duquel ils exécutent une mission. Le financement de ces membres du personnel reste à charge de la police fédérale, à l'exception des inconvénients - calculés sur base d'un forfait mensuel - pour les missions exclusivement exécutées au profit d'une zone. La police fédérale reste, cependant, dans tous ces cas, chargée de la couverture des accidents du travail et de la responsabilité civile, de l'assistance en justice et des dommages aux biens.

Un autre exemple concerne les membres du personnel qui exécutent une mission dans le cadre de la mise à disposition ou la capacité hypothéquée (4^e et 5^e ligne du tableau). Ces membres du personnel tombent, temporairement, pour cette mission spécifique, sous l'autorité de la zone ou du service où ils exécutent la mission mais leur lieu habituel de travail demeure cependant le corps d'origine lequel est également responsable pour le financement. Dans ces cas, le corps d'origine - selon le cas, la police fédérale ou locale - demeure, par conséquent, chargé de la couverture des accidents du travail et de la couverture de la responsabilité civile, des dommages aux biens et de l'assistance en justice.

Pour les membres du personnel détachés d'une zone de police locale dans un carrefour d'information d'arrondissement (voir ligne 7f), les composants de la rémunération, une partie de quelques indemnités exceptées, restent à charge de la zone de police dont ces membres du personnel sont détachés. Cette zone de police reste également chargée de l'indemnisation résultant d'un accident du travail subi par ces membres du personnel et elle reste aussi civilement responsable pour le dommage occasionné par ces membres du personnel dans l'exercice de leur fonction.

Le financement des membres du personnel de la police locale qui sont détachés à un centre d'information et de communication (voir ligne 7g), est à charge de la police fédérale. C'est, par conséquent, également la police fédérale qui prend en charge l'indemnisation résultant d'un accident du travail et qui est civilement responsable pour le dommage occasionné par ces membres du personnel dans l'exercice de leur fonction.

Par analogie avec ce qui précède, il peut, à l'aide du tableau en annexe, être établi, pour d'autres situations juridiques, quelle est l'autorité compétente pour le traitement des dossiers relatifs au règlement des accidents du travail, à la responsabilité civile, aux dommages aux biens et à l'assistance en justice.

En espérant que ces explications pourront contribuer à plus de transparence et à faciliter le traitement des dossiers concernés.

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

2° de federale overheid ook instaat voor de arbeidsongevallendeckung. Concreet houdt dit in dat de arbeidsongevallenaangiftes moeten worden ingediend bij DGS/DSP/Arbeidsongevallen en dat de federale overheid de schadeloosstelling van het arbeidsongeval, met toepassing van de omzendbrief GPI 36 van 26 maart 2003 betreffende de schadeloosstelling van de tijdelijke arbeidsongeschiktheid, de blijvende arbeidsongeschiktheid en de herplaatsing ingevolge arbeidsongevallen, evenals de rente verschuldigd aan de rechthebbenden in geval van een dodelijk ongeval, ten laste neemt;

3° ten slotte, ook de burgerlijke aansprakelijkheid, de rechtshulp en de tenlasteneming van de zaakschade bij die federale overheid berust. Concreet impliceert dit dat deze dossiers door de directie van de juridische dienst, het contentieux en de statuten van de federale politie en de dienst Geschillen federale politie van de directie Veiligheids- en preventiebeleid bij de FOD Binnenlandse Zaken, worden behandeld en de federale overheid de schadeloosstelling ten laste neemt.

Dezelfde methodologie geldt voor de afgedeelten bij toepassing van de omzendbrief GPI 39 van 4 juni 2004 betreffende de steun in personeelsleden van de federale politie naar een corps van de lokale politie (tweede lijn van de tabel), met dien verstande evenwel dat in dat geval de lasten (financiering, arbeidsongevallen, burgerlijke aansprakelijkheid, rechtshulp en zaakschade) bij de lokale politie berusten.

Enkele rechtsfiguren wijken enigszins af van het algemene principe van financiering én gezag.

De personeelsleden die deel uitmaken van het interventiecorps en die ter beschikking zijn gesteld van een lokale politiezone, staan onder het operationeel gezag van deze lokale zone. De federale politie neemt de financiering, met uitzondering van de inconveniënten - berekend op basis van een maandelijks forfait - van deze personeelsleden ten laste. Gebeurlijke arbeidsongevallen worden evenwel gedekt en afgehandeld door de lokale politiezone, idem voor de burgerlijke aansprakelijkheid, de zaakschade en de rechtshulp.

De van het interventiecorps bij de Dirco's aangewezen personeelsleden worden ter beschikking gesteld van de lokale politie of eenheden en diensten van de federale politie en staan onder het operationeel gezag van de overheid van het corps of de dienst ten voordele van wie zij een opdracht uitvoeren. De financiering van deze personeelsleden blijft ten laste van de federale politie, met uitzondering van de inconveniënten - berekend op basis van een maandelijks forfait - bij opdrachten exclusief voor één zone. De federale politie blijft evenwel in al deze gevallen instaan voor de arbeidsongevallendeckung, burgerlijke aansprakelijkheidsdekking, rechtshulp en zaakschade.

Een ander voorbeeld betreft de personeelsleden die een opdracht uitvoeren in het raam van een terbeschikkingstelling of de gehypotheerde capaciteit (4e en 5e lijn van de tabel). Deze personeelsleden vallen tijdelijk, voor die specifieke opdracht, onder het gezag van de zone of de dienst waar ze de opdracht uitvoeren, maar hun gewone plaats van het werk blijft evenwel het corps van oorsprong, dat eveneens instaat voor de financiering. In deze gevallen blijft derhalve het corps van oorsprong, naar gelang het geval, de federale of de lokale politie, instaan voor de arbeidsongevallendeckung en de dekking voor de burgerlijke aansprakelijkheid, de zaakschade en de rechtshulp.

Voor de personeelsleden die vanuit een lokale politiezone zijn gedetacheerd naar een arrondissementeel informatiekruispunt (zie lijn 7f), blijven de verloningscomponenten, een gedeelte van enkele vergoedingen niet te na gesproken, ten laste van de politiezone waaruit deze personeelsleden zijn gedetacheerd. Deze politiezone blijft eveneens verplicht om de schadeloosstelling naar aanleiding van een arbeidsongeval van deze personeelsleden ten laste te nemen en zij blijft eveneens burgerlijk aansprakelijk voor de schade die deze personeelsleden veroorzaken bij de uitoefening van hun functie.

De financiering van de personeelsleden van de lokale politie die gedetacheerd zijn naar een communicatie- en informatiecentrum (zie lijn 7g), is ten laste van de federale politie. Het is derhalve ook de federale politie die de schadeloosstelling naar aanleiding van een arbeidsongeval ten laste neemt en burgerlijk aansprakelijk is voor de door deze personeelsleden tijdens de uitoefening van hun functie veroorzaakte schade.

Naar analogie met het voorgaande kan voor andere rechtsfiguren aan de hand van bijgevoegde tabel worden nagegaan welke overheid bevoegd is voor de afhandeling van de dossiers met betrekking tot de arbeidsongevallenregeling, de burgerlijke aansprakelijkheid, de zaakschade en de rechtshulp.

Hopende dat deze toelichtingen tot wat meer transparantie mogen bijdragen en de afhandelingen van kwetsieve dossiers zullen vergemakkelijken.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

Annexe à la GPI 56 du 12 avril 2007

Détachements et situations similaires

Type	Financement	Accidents du travail	Responsabilité civile Dommages aux biens Assistance en justice
1. Détachement ordinaire (article I.I. 1 ^{er} , 16°, PJPo)	Corps d'origine (2), sauf conventions réciproques (ex. montant GPI 39)(1)	Corps où le membre du personnel est détaché (3) Aspirants prom soc : corps d'origine (4) rem : aspirants externes : police fédérale	Idem accidents du travail (rem : sans préjudice du chapitre V de la loi sur la fonction de police)
2. Détachement GPI 39 : DAR Appui → Police locale	Police locale : montant forfaitaire dépendant du grade (1)	Corps où le membre du personnel est détaché, donc : police locale (3)	Idem accidents du travail (rem : sans préjudice du chapitre V de la loi sur la fonction de police)
3. Détachement article 96 LPI : Police locale → Police fédérale	Police fédérale : article 20 AR 96 (1)	Corps où le membre du personnel est détaché, donc : police fédérale (3)	Idem accidents du travail (rem : sans préjudice du chapitre V de la loi sur la fonction de police)
4. Mise à disposition (article I.I. 1 ^{er} , 17°, PJPo)	Corps d'origine	Corps d'origine	chapitre V de la loi sur la fonction de police
5. Hycap (MFO 2)	Corps d'origine	Corps d'origine	Corps d'origine
6. Corps d'intervention	— membres du personnel dans les zones : à charge de la police fédérale, excepté les inconvénients, sur base du forfait GPI 39 (2) — membres du personnel auprès du DirCo : à charge de la police fédérale, excepté les inconvénients des missions exclusivement pour une zone → forfait, mais distinction semaine/week-end (1)	— membres du personnel dans les zones : procédure et paiement : police locale (3) — membres du personnel auprès du DirCo : procédure et paiement : police fédérale (3)	Idem accidents du travail (rem : sans préjudice du chapitre V de la loi sur la fonction de police)
7. Détachement assimilé à l'article 96 LPI (article 21 AR 96) :			
a) CPPL (seulement loc)	SPF Int	SPF Int + corps d'origine gère la procédure (application GPI 36)	Idem accidents du travail (rem : sans préjudice du chapitre V de la loi sur la fonction de police)
b) LO chez gouverneur Bxl-Cap	SPF Int	SPF Int + corps d'origine gère la procédure (application GPI 36)	Idem accidents du travail (rem : sans préjudice du chapitre V de la loi sur la fonction de police)
c) SPF Int	SPF Int	SPF Int + corps d'origine gère la procédure (application GPI 36)	Idem accidents du travail (rem : sans préjudice du chapitre V de la loi sur la fonction de police)
d) LO chez gouverneur de province	Province (1)	SPF Int + corps d'origine gère la procédure (application GPI 36)	Idem accidents du travail (rem : sans préjudice du chapitre V de la loi sur la fonction de police)
e) Ecole de police agréée ou instituée (formateurs)	Dispositions légales/réglementaires (DSEF → école) ou via convention (1)	— formateurs de la police fédérale : — formateurs de la police locale : école de police + corps d'origine gère la procédure (application GPI 36) (3)	Idem accidents du travail (rem : sans préjudice du chapitre V de la loi sur la fonction de police)
f) CIA (seulement loc)	Corps d'origine (2)	Police locale (4)	Idem accidents du travail (rem : sans préjudice du chapitre V de la loi sur la fonction de police)

Type	Financement	Accidents du travail	Responsabilité civile Dommages aux biens Assistance en justice
g) CIC (seulement loc)	Police fédérale (article 36 AR 96) (1)	Police fédérale (3)	Idem accidents du travail (rem : sans préjudice du chapitre V de la loi sur la fonction de police)
8. Détachement SAT : — membres du personnel de la police locale — membres du personnel de la police fédérale	— SPF Int (article 32 AR 96) — police fédérale	— SPF Int + police locale gère procédure (application GPI 36) — police fédérale	Idem accidents du travail (rem : sans préjudice du chapitre V de la loi sur la fonction de police)
9. AIG : article 62 AR 20 juillet 2001 relatif au fonctionnement et au personnel de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale	Si membre de la police locale : — période d'essai de trois mois : la police locale reste l'employeur, mais LHT = AIG — suite favorable : nomination rétroactive + la police locale peut récupérer le salaire — suite défavorable : retour à la police locale mais récupération possible du salaire. Si membre de la police fédérale : même budget mais différents postes	AIG	Responsabilité civile : SPF Int Assistance en justice : SPF Int Dommages aux biens : AIG
10. Organe de contrôle article 44/7 LFP (article 35 AR 96)	Membre de la police locale : police fédérale (article 20 AR 96)	Police fédérale	Idem accidents du travail (rem : sans préjudice du chapitre V de la loi sur la fonction de police)
11. Comité P/R (Protocoles d'accord)	Comité P/R	Comité P/R	Comité P/R
12. Missions de gestion de crise civile	Préfinancement par la police fédérale + récupération dépendant de la situation	Corps d'origine	Chapitre V de la loi sur la fonction de police
13. Congé pour l'exercice d'une fonction dans un cabinet	Préfinancement + récupération ou paiement direct par le cabinet (selon le cas)	SPF ad hoc + corps d'origine gère la procédure (application GPI 36)	Idem accidents du travail (rem : sans préjudice du chapitre V de la loi sur la fonction de police)
14. Collaboration interzonale	Convention ad hoc	Convention ad hoc	Convention ad hoc

(1) financement par le détenteur de l'autorité

(2) exception au (1)

(3) réassurance par le détenteur de l'autorité

(4) exception au (3)

Bijlage bij de GPI 56 van 12 april 2007

Detacheringen en soortgelijke toestanden

Type	Financiering	Arbeidsongevallen	Burgerlijke aansprakelijkheid Zaakschade Rechtshulp
1. Gewone detachering (artikel I.I. 1, 16°, RPPol)	Korps van oorsprong (2), tenzij onderlinge overeenkomsten (b.v. bedrag GPI 39)(1)	Korps naar waar het personeelslid wordt gedetacheerd (3) Aspiranten soc prom : korps van oorsprong (4) opm. : aspiranten extern : federale politie	Idem arbeidsongevallen (opm. : onverminderd hoofdstuk V van de wet op het politieambt)
2. Detachering GPI 39 : DAR-steun → lokale politie	Lokale politie : forfaitair bedrag, afhankelijk van de graad (1)	Korps naar waar het personeelslid wordt gedetacheerd, dus : lokale politie (3)	Idem arbeidsongevallen (opm. : onverminderd hoofdstuk V van de wet op het politieambt)
3. Detachering artikel 96 WGP : lokale politie → federale politie	Federale politie : artikel 20 KB 96 (1)	Korps naar waar het personeelslid wordt gedetacheerd, dus : federale politie (3)	Idem arbeidsongevallen (opm. : onverminderd hoofdstuk V van de wet op het politieambt)
4. Terbeschikkingstelling (artikel I.I. 1, 17°, RPPol)	Korps van oorsprong	Korps van oorsprong	Hoofdstuk V van de wet op het politieambt
5. Hycap (MFO 2)	Korps van oorsprong	Korps van oorsprong	Korps van oorsprong
6. Interventiekorps	— personeelsleden in zones : ten laste van federale politie, behalve inconvénienten, op basis van forfait GPI 39 (2) — personeelsleden bij Dirco : ten laste van federale politie, behalve inconvénienten bij opdrachten exclusief voor één zone → forfait, maar onderscheid week/weekend (1)	— personeelsleden in zones : procedure en betaling : lokale politie (3) — personeelsleden bij DirCo : procedure en betaling : federale politie (3)	Idem arbeidsongevallen (opm. : onverminderd hoofdstuk V van de wet op het politieambt)
7. Detachering, gelijkgesteld aan artikel 96 WGP (artikel 21 KB 96) :			
a) VCLP (enkel lok)	FOD BiZa	FOD BiZa + korps van oorsprong voert procedure (toepassing GPI 36)	Idem arbeidsongevallen (opm. : onverminderd hoofdstuk V van de wet op het politieambt)
b) LO bij gouverneur BR-H	FOD BiZa	FOD BiZa + korps van oorsprong voert procedure (toepassing GPI 36)	Idem arbeidsongevallen (opm. : onverminderd hoofdstuk V van de wet op het politieambt)
c) FOD BiZa	FOD BiZa	FOD BiZa + korps van oorsprong voert procedure (toepassing GPI 36)	Idem arbeidsongevallen (opm. : onverminderd hoofdstuk V van de wet op het politieambt)
d) LO bij provinciegouverneur	Provincie (1)	FOD BiZa + korps van oorsprong voert procedure (toepassing GPI 36)	Idem arbeidsongevallen (opm. : onverminderd hoofdstuk V van de wet op het politieambt)
e) Erkende of ingerichte politie school (opleiders)	Wettelijke/reglementaire bepalingen (DSEF → school) of via overeenkomst (1)	— opleiders van de federale politie : federale politie — opleiders van de lokale politie : politie-school + korps van oorsprong voert procedure (toepassing GPI 36)(3)	Idem arbeidsongevallen (opm. : onverminderd hoofdstuk V van de wet op het politieambt)
f) AIK (enkel lok)	Korps van oorsprong (2)	Lokale politie (4)	Idem arbeidsongevallen (opm. : onverminderd hoofdstuk V van de wet op het politieambt)

Type	Financiering	Arbeidsongevallen	Burgerlijke aansprakelijkheid Zaakschade Rechtshulp
g) CIC (enkel lok)	Federale politie (artikel 36 KB 96) (1)	Federale politie (3)	Idem arbeidsongevallen (opm.: onverminderd hoofdstuk V van de wet op het politieambt)
8. Detachering SAT : — personeelsleden lokale politie — personeelsleden federale politie	— FOD BiZa (artikel 32 KB 96) — Federale politie	— FOD BiZa + lokale politie voert procedure (toepassing GPI 36) — federale politie	Idem arbeidsongevallen (opm.: onverminderd hoofdstuk V van de wet op het politieambt)
9. AIG : artikel 62 KB 20 juli 2001 betreffende de werking en het personeel van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie	Indien lid van de lokale politie : — proefperiode van drie maanden : lokale politie blijft werkgever, maar GPW = AIG — gunstig gevolg : retroactieve benoeming + lokale politie kan loon recupereren — ongunstig gevolg : terug naar lokale politie, maar wel recuperatie van loon mogelijk Indien lid van de federale politie : zelfde budget, maar verschillende posten	AIG	Burgerlijke aansprakelijkheid : FOD BiZa Rechtshulp : FOD BiZa Zaakschade : AIG
10. Controleorgaan artikel 44/7 WPA (artikel 35 KB 96)	Lid van de lokale politie : federale politie (artikel 20 KB 96)	Federale politie	Idem arbeidsongevallen (opm.: onverminderd hoofdstuk V van de wet op het politieambt)
11. Comité P/I (Protocolakkoorden)	Comité P/I	Comité P/I	Comité P/I
12. Opdrachten van civiel crisisbeheer	Prefinanciering door federale politie + recuperatie afhankelijk van de situatie	Korps van oorsprong	Hoofdstuk V van de wet op het politieambt
13. Verlof voor het uitoefenen van een ambt bij een kabinet	Prefinanciering + recuperatie of rechtstreekse betaling door kabinet (naar gelang van het geval)	FOD ad hoc + korps van oorsprong voert procedure (toepassing GPI 36)	Idem arbeidsongevallen (opm.: onverminderd hoofdstuk V van de wet op het politieambt)
14. Interzonale samenwerking	Conventie ad hoc	Conventie ad hoc	Conventie ad hoc

(1) financiering door gezaghebber

(2) uitzondering op (1)

(3) herv verzekering door gezaghebber

(4) uitzondering op (3)